

Des signes d'espoir depuis le Pérou



L'ancien dictateur du Pérou Alberto Fujimori devra retourner en prison pour crimes contre l'humanité après qu'un magistrat du Tribunal Suprême de ce pays ait annulé la grâce qui lui avait été accordée en décembre 2017 dans le cadre d'une manœuvre politique de l'ex-président Pedro Pablo Kuczynski.

Fujimori avait été condamné pour de graves crimes commis pendant son mandat dont les massacres de La Cantuta et de Barrios Altos, commis par un groupe paramilitaire au service du gouvernement.

À La Cantuta, un professeur et 9 étudiants de l'Université qui porte ce nom ont été tués et à Barrios Altos, 15 personnes ont été abattues, dont plusieurs mineurs, par l'escadron clandestin connu sous le nom de Groupe Colina.

La vague de crimes a fauché aussi la vie du journaliste Pedro Yaurí et de 9 habitants du district du Santa qui ont été enlevés et disparus.

La Cour Inter-américaine des Droits de l'Homme a émis deux résolutions obligeant le gouvernement péruvien à enquêter et à condamner les principaux responsables de ces massacres dont le président Fujimori, qui a gouverné le Pérou du 28 juin 1990 au 21 novembre 2000.

En 2005 il s'est rendu au Chili où il a été arrêté et extradé vers Lima deux ans après et en 2009 il a été condamné à 25 ans de prison pour sa responsabilité dans les délits de corruption, d'assassinat avec perfidie, d'enlèvement aggravé et de lésions graves.

En décembre 2017, le président de l'époque, Pedro Pablo Kuczynski a fait l'objet d'un procès de destitution par le Congrès et il a négocié avec les représentants du parti fujimorista l'octroi de la grâce pour des motifs de santé à l'ex-dictateur en échange des voix nécessaires pour éviter sa destitution.

L'affaire a eu un grand impact sur l'opinion publique nationale et internationale et loin de résoudre les problèmes du gouvernant, elle a resserré encore plus l'étau de la justice qui enquêtait sur lui pour des affaires de corruption.

Finalement PPK, comme il était connu, a été obligé de présenter sa démission en faveur de l'actuel chef d'état Martín Vizcarra.

La résolution du juge Hugo Núñez Julca a été un soulagement pour les proches des victimes du fujimorisme et pour une bonne partie de la population péruvienne qui était déçue par la grâce accordée à celui qui est considéré comme le représentant d'une des étapes les plus sombres de ce pays.

Pour sa part, la droite a eu recours à plusieurs manœuvres pour éviter le retour de Fujimori en prison. L'une d'entre elles avait pour but de le faire transférer de son domicile à un hôpital alléguant un état de santé détérioré.

Cependant, le verdict du magistrat indique que l'ancien président souffre d'une maladie grave non-terminale motif pour lequel il n'y a pas de raisons pour lui accorder la liberté pour des raisons humanitaires.

Il ne s'agit pas d'une vengeance, loin de là, mais d'un acte élémentaire de justice envers un homme qui se croyait au-dessus des autres à tel point que peu lui importait la vie des autres!

<https://www.radiohc.cu/fr/especiales/comentarios/173219-des-signes-despoir-depuis-le-perou>



Radio Habana Cuba